

Monsieur le Président, Abdou DIOUF, Secrétaire général de l’Organisation Intergouvernementale de la Francophonie,
Messieurs les Ministres, Monsieur l’Administrateur général l’Agence Intergouvernementale de la Francophonie,
Messieurs les Présidents et Chefs d’institutions de financement,
Messieurs les Présidents et Chefs des Organisations internationales et régionales, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs, Honorables invités,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d’abord vous remercier, Monsieur le Président ainsi que Monsieur l’Administrateur général, pour l’invitation que vous avez bien voulu adresser à la Commission de l’UEMOA pour participer à ce symposium.

Je salue cette heureuse initiative et félicite chaleureusement les organisateurs de cette rencontre qui permettra d’approfondir la réflexion sur les financements novateurs, à la suite de la conférence de Monterrey sur le financement du développement. Quant à moi, je mesure l’honneur qui est fait à la Commission de l’UEMOA et à moi-même. Je considère comme un privilège de prendre la parole, ce matin, devant cette auguste assemblée.

Monsieur le Président,

Comment introduire le thème « Financement du développement : convergence et partenariat dans l’espace francophone », après les propositions pertinentes formulées par les participants aux tables rondes préparatoires et aux ateliers du symposium ?

Sur les quarante neuf pays les moins avancés, vingt quatre sont issus de l’espace francophone, presque tous situés en Afrique subsaharienne ; six des vingt quatre pays sont membres de l’UEMOA. Vous comprenez alors tout l’intérêt que notre Union attache à la présente rencontre.

Le principal défi auquel se trouvent confrontées nos Etats est celui de la lutte contre la pauvreté et l’insertion équitable de nos économies dans l’économie mondiale.

Pourtant la pauvreté n’est pas une fatalité, bien que des générations d’enfants finissent par croire que la malnutrition, l’analphabétisme, la précarité sont l’ordre normal des choses. Des solutions existent, parce que le développement n’est pas le fait du hasard ; il se réfléchit, il se planifie, il se gère. Ce symposium nous amène à la réflexion, à une réflexion novatrice qui devrait nous permettre de tirer les leçons des schémas proposés depuis quarante ans.

Aussi, M. le Président,

Je me suis demandé si la plupart d’entre nous ne sommes pas comme un groupe d’aveugles qui rencontrent un éléphant :

Le premier saisit la trompe et croit avoir affaire à un serpent

La bonne gouvernance comme identifiée par la plupart de ceux qui s'intéressent au développement devient une condition nécessaire à la réussite des politiques économiques.

A l'UEMOA, un cadre harmonisé des finances publiques est constitué de cinq directives relatives à un volet juridique et à un volet comptable et statistique. Un code de transparence est adopté. Un document cadre de réformes des marchés publics est élaboré et adopté. La Revue des pairs est un principe adopté dans le cadre du NEPAD ; le FMI et la Banque Mondiale font des revues annuelles dans les Etats et les résultats sont aujourd'hui publiés. La lutte contre la corruption et le blanchiment sont des priorités affichées par tous les Etats.

Le deuxième aveugle trouve la queue de l'éléphant et pense que c'est une corde

Le financement de l'Education, le renforcement des capacités, le développement des ressources humaines, la prise en compte de la spécificité culturelle constituent les défis les plus importants à relever.

L'UEMOA met l'accent sur l'enseignement supérieur et la formation professionnelle et, sur le plan culturel, accorde une place prépondérante aux industries culturelles comme piliers du développement durable.

Est-il acceptable de manquer le financement pour mettre un enfant à l'école ? Doit-on refuser de recruter un enseignant à cause du critère de masse salariale sur recettes fiscales ?

Monsieur Le Président,

Le troisième est captivé par des immenses oreilles qu'il prend pour des voiles

Le développement est au centre de notre problématique ; le développement durable, par la sauvegarde de l'écosystème et des ressources naturelles. C'est là, qu'à mon avis, une approche régionale est une solution novatrice. Gérer ensemble un fleuve, définir ensemble les corridors routiers, interconnecter les réseaux électriques et téléphoniques, en un mot, faire ensemble les investissements structurants, permettra, non seulement de donner une impulsion nouvelle au développement, mais aussi de prévenir les conflits.

A cet effet, l'UEMOA est en train d'élaborer avec la CEDEAO, un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté qui consacrera le passage de l'aide projet à l'aide programme.

Nous aurons ainsi une meilleure coordination des financements en vue de réaliser les objectifs du Millénaire.

Un Programme Economique Régional en cours d'adoption, prend en compte les investissements structurants de l'économie régionale et l'ensemble des actions prioritaires qui permettront d'accélérer la croissance et d'améliorer la compétitivité de l'espace UEMOA.

Comment financer le développement ?

- Epargne nationale ?
- Financement des Banques commerciales ?
- Financement par le secteur privé ?
- Aide publique au développement ?
- Prélèvements communautaires ?

- Réduction de la dette et PPTE ?
- Marchés financiers ? etc...

M. Le Président,

Le quatrième aveugle étreint une patte en croyant que c'est un tronc d'arbre

Le partenariat secteur public/secteur privé et le partenariat Etats/bailleurs de fonds sont indispensables pour assurer le financement du développement.

- Aide budgétaire directe et non ciblée ?
- Aide projet ou aide programme ?
- Prêts ?
- Dons ?
- BOT ?

Faut-il définir de nouvelles conditionnalités ? Ne faut-il pas faire des contrôles à posteriori et non à priori ? Comment coordonner l'aide ? Comment simplifier les procédures ? Les meilleures procédures ne sont-elles pas celles des Etats, même s'il faut les revoir et les améliorer ? Comment accélérer les décaissements ? Ne faut-il pas créer un cadre de concertations permanent avec le secteur privé, comme l'UEMOA le fait avec la mise en place de la Chambre Consulaire Régionale ?

Monsieur le Président,

Aucun des aveugles ne considère l'éléphant dans sa totalité, ce qui serait nécessaire pour établir une stratégie adaptée à la taille du problème.

Mon souhait est que nous puissions appréhender le problème qui nous unit dans son ensemble, pour que dans le groupe d'aveugles que nous étions, l'un d'entre nous en caressant ces défenses uniques, puisse s'écrier : « attendez, il n'y a qu'un éléphant pour avoir de si longues dents ! », alors, seulement notre solution sera la bonne.

Je vous remercie de votre aimable attention.